

PARIS, le 24 Octobre 1994

NOTE

à l'attention de Monsieur  
le Président de la République

(S/c de Monsieur le Secrétaire général)

A/S : Invitation du Rwanda à Biarritz ?

le général Quessada est  
très hostile à une éventuelle  
invitation

HR



Bruno DELAYE

PARIS, le 24 octobre 1994

NOTE

à l'attention de  
Monsieur le Président de la République

S/C de Monsieur le Secrétaire Général

Non

Tous signés FM

H. Vedine

Objet : Invitation du Rwanda à Biarritz ?

La question de l'invitation du Président du Rwanda au Sommet de Biarritz est posée (notamment par ceux qui à gauche craignent les réactions des médias - Guy Penne - et par ceux qui les utilisent au mieux pour combattre la politique africaine de la France - organisations humanitaires, parti socialiste -)

1°) arguments en faveur d'une invitation du nouveau président Rwandais :

- il faut tourner la page et ne pas donner l'impression que la France "boude" après "la victoire" du FPR. Le FPR a gagné, il faut composer avec lui.

- le gouvernement rwandais est paralysé face à la tâche qui est la sienne : reconstruire le pays, réconcilier les Rwandais. Ne pas l'aider c'est augmenter le risque d'une nouvelle guerre ethnique, de nouveaux massacres. Sous la pression de la France et des Présidents africains présents à Biarritz, les autorités rwandaises devraient faire un effort pour favoriser le retour des réfugiés (2.5 millions).

Une nouvelle campagne de désinformation sur ce sujet : "Si cela va mal c'est parce que vous ne les aidez pas ="

## 2° - arguments contre :

- le FPR et le gouvernement rwandais, malgré des déclarations apaisantes, restent très hostiles à la France et peu pressés de nouer les relations avec l'Afrique francophone. Ils n'ont pas manifesté officiellement le souhait d'être présents à Biarritz ; apparemment le premier ministre rwandais, M. Faustin Twagiramungu, est très demandeur, ainsi que le président rwandais, M. Pasteur Bizimungu. Mais le vrai "patron", le général Kagamé n'est pas demandeur et cherche des ouvertures du côté des Belges, des Israéliens, des Libyens et des anglo-saxons.

- la présence du Rwanda à Biarritz risque de "détourner" le sommet et de faire de la crise rwandaise l'unique préoccupation des médias.

- le FPR domine le gouvernement où les représentants Hutus (président et premier ministre) n'ont guère de poids. Or, aujourd'hui, la cause du FPR n'apparaît plus aussi pure. Amnesty International vient de dénoncer les massacres commis contre des milliers de civils hutus par les troupes du FPR (voir article du Monde).

- Enfin, les accords d'Arusha ne sont plus une référence à Kigali. C'est un régime militaire tutsi qui se met en place au Rwanda.

En tout état de cause, nous avons demandé au Quai d'Orsay (qui est hésitant) de nous faire connaître ses recommandations. Quoi qu'il en soit, il ne faudrait pas inviter les Rwandais sans consulter au préalable quelques chefs d'Etat africains (Diouf, Bongo, Bédié, Compaoré...).



Bruno DELAYE